

# Vivre la ville à la campagne : crise des sociétés et exurbanisation en Afrique tropicale

par Jean-Claude BRUNEAU\*

## REVOIR UN PROBLÈME MAL POSÉ

*Le mouvement d'urbanisation en Afrique tropicale a suscité au cours des dernières décennies l'intérêt de bien des chercheurs, par son caractère spectaculaire et semblait-il irréversible. Sur la lancée de constats faits avant comme après les indépendances s'est imposé et maintenu le cliché d'un exode rural massif, d'une " croissance effrénée " des villes et surtout des grandes métropoles, d'un océan de bidonvilles. Un tel tableau, propagé de nos jours encore, apparaît daté et même caricatural tant la réalité du terrain est devenue différente.*

L'explosion urbaine a certes eu lieu, jusqu'à battre ici des records mondiaux. Elle a duré deux à quatre décennies, symbolisant le passage à la vie moderne, tout en posant par son " succès " même des problèmes démesurés. Mais la ville africaine d'aujourd'hui n'est pas seulement " en crise " sur tous les plans, elle est aussi en perte de vitesse. Presque partout, parfois depuis un quart de siècle, la dégradation de la conjoncture socio-économique et politique a disloqué le marché de l'emploi et les services publics qui composaient l'attrait de la ville, et fait s'effondrer la rente de l'État qui en justifiait l'existence. Et tout cela lui a été à ce point dommageable que sa nature même semble devoir être redéfinie.

L'auteur de ces lignes a eu le loisir de vivre et d'étudier cette période de transition sur place, successivement en plusieurs lieux<sup>1</sup>, et dans des contextes forcément différents. Non sans surprise au début, il y a observé les prémisses d'un même exode, retourné des villes vers les milieux ruraux. Cela dans le Haut-Katanga d'abord, où dès les années 1970 le processus semble avoir pris naissance, puis dans le reste du vaste Congo où il a

connu très vite une étonnante extension. Ensuite au Niger, où des évolutions similaires sont devenues évidentes dans les années 1980. Enfin dans le Cameroun des années 1990, où les mêmes causes se sont mises à produire, plus brusquement encore, les mêmes effets.

Plutôt qu'un vrai déclin du fait urbain, cette inversion des flux migratoires semble traduire une forme spécifique d'exurbanisation, dont maints indices suggèrent qu'elle n'est plus en Afrique l'exception mais bien la règle. Champ de réflexion essentiel, dont l'ampleur soudaine mérite qu'on s'y arrête, et dont l'auteur croit avoir été l'un des tout premiers à rendre compte. Synthétisée par le présent article, sa vision sur ce thème repose — au moins pour l'essentiel — sur ses travaux personnels comme sur ceux de ses anciens élèves, de ses collègues, de ses amis. Elle a valeur de témoignage et réitère aussi des convictions, avec l'espoir que les quelques axes de recherche ici tracés inciteront les géographes (notamment africains) à approfondir l'analyse d'un phénomène qui n'en est probablement qu'à ses débuts.

\* professeur de Géographie, Université de Metz, UFR Sciences Humaines et Arts, Département de Géographie, METZ

<sup>1</sup> Comme professeur de Géographie aux Universités de Lubumbashi puis de Kinshasa, de Niamey ensuite, enfin de Yaoundé.

## J - DES CORONS AUX VILLAGES NEUFS : PRÉMISSSES HAUT-KATANGAISES DE L'EXURBANISATION

Région de hauts plateaux couverts de forêt claire, à l'extrême sud du Congo, le Haut-Katanga compte en 1985 un million de citadins pour une population rurale deux fois moins nombreuse. Depuis le début du siècle, la mise en valeur du bassin du cuivre y a suscité l'essor rapide d'un réseau urbain cristallisé surtout en trois pôles majeurs, Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. Fiefs de la puissante *Union Minière* (devenue *Gécamines*), ces villes du cuivre ont longtemps fait figure de corps étrangers dans un arrière-pays presque vide. Le gros des citadins est venu de loin, par recrutement d'abord puis en une ruée spontanée qui aura duré trente ans. Tout devait être importé ici, même le ravitaillement (surtout d'Afrique australe), seuls les vivres frais provenant des maigres auréoles de fermes mises en place par et pour les villes.

Au milieu des années 1980 pourtant, la réalité d'un ample retour à la terre est évidente dans le bassin minier. Cinq ans plus tôt, le jardinage était rare à Lubumbashi, et les champs fort discrets dans la savane environnante. Désormais on cultive partout, et d'abord au sein même de la *capitale du cuivre* où une parcelle sur quatre (dans les quartiers d'autoconstruction surtout) est complantée en maïs, patate douce, feuilles comestibles, condiments, sans compter les arbres fruitiers et les petites basses-cours. Plus considérable est la production du halo de champs faits par les citadines autour de l'agglomération : maïs, arachide et manioc sur les plateaux (29 000 ha d'après une image *Spot*), maraîchage de contre-saison dans les bas-fonds. Et le tableau est alors le même dans les autres villes haut-katangaises.

Plus loin de ces centres, c'est une onde concentrique de repeuplement rural qui revivifie le pays du cuivre. En arrière du front pionnier des bûcherons et des charbonniers, des bourgades de culture s'étirent en chapelets le long des routes, des pistes et des cours d'eau, polarisées souvent par une mission religieuse, accrochées à une gare, agglutinées aux villes parfois. Aux portes de Kolwezi se forme ainsi une constellation de villages neufs, qui ménagent à leur population d'ouvriers et de cultivatrices un cadre de vie à mi-chemin entre la mine et les champs. Tout se passe comme si la vie rurale haut-katangaïse, jadis précaire et éparpillée, voulait s'agréger tout entière dans ce nouvel arrière-pays agricole mais à composante urbaine, formé en nébuleuse autour des villes du cuivre et le long de la grand-route qui les relie.

À quoi tient cette brusque expansion des cultures ? La cause immédiate est la dévaluation dramatique du *zaïre-monnaie* en 1983, qui a quintuplé d'un coup le prix local du maïs (la denrée de base), en faisant un rentable produit de spéculation. Il y a aussi la crise financière de la *Gécamines*, qui a dû restreindre ses achats de céréales et donc cesser d'être la " vache à lait " ravitaillant à perte, directement ou non, toute la population des villes du cuivre. Une pénurie chronique s'est alors installée, stimulant la production haut-katangaïse de maïs (elle a doublé de 1983 à 1984). Mais la vraie raison du retour à la terre est plus profonde, elle réside depuis dix ans déjà dans une dégradation vertigineuse de la qualité de la vie urbaine.

En 1974, en effet, a été mise en œuvre la *zaïriani-sation* des entreprises, un désastre pour le Congo entier, dont les effets furent aggravés ici par la coupure du chemin de fer angolais de Lobito, la chute des cours du cuivre, les deux " guerres du Shaba " (en 1977 et 1978). Dès lors l'économie s'est effondrée, les revenus en ville sont tombés au-dessous de la simple subsistance, les problèmes de ravitaillement se sont faits lancinants, sur fond de ruine des équipements et des services publics (enseignement et santé notamment) et de pourrissement des paysages urbains. Ont suivi non seulement l'arrêt brutal de l'afflux migratoire, mais encore son retournement vers l'arrière-pays : on a pu calculer qu'une bonne moitié des immigrés du temps de l'euphorie (1945-1974) a dû ainsi plier bagage !

Le fait n'est pas entièrement inédit, il s'est répété depuis trois quarts de siècle (notamment pendant la grande crise) chaque fois que le malaise des villes leur a fait refouler les plus démunis des citadins. Mais on est frappé cette fois par l'allure massive et globale du retour à la terre, du cœur des villes jusqu'aux finages éloignés ; et par le caractère *ascendant* et semble-t-il irréversible de cet exode à rebours. Un processus nouveau est engagé, qui semble encore loin de son terme : la naissance sous nos yeux d'un espace agricole issu de la misère urbaine, d'un terroir nourricier de fortune (ou d'infortune) généré par des villes dont les immigrés se font autochtones, dont les citadins se font paysans (Bruneau, 1999-2).

À ce stade, il est permis de s'interroger. Le bouleversement en cours ne tient-il qu'à la chute de la mono-activité minière ? Se limite-t-il au pays du cuivre, cette *île continentale* mal reliée au reste du Congo, et si vide d'hommes qu'elle fait figure d'espace vital invitant au repeuplement ? Ou bien les migrations de retour ont-elles gagné le reste du Congo ?

## II - CRISE URBAINE AU CONGO (ZAÏRE) : L'EXODE RETOURNÉ VERS L'ARRIÈRE-PAYS

Le Congo, construit autour de son fleuve au temps colonial, est un vaste espace écartelé. Une logique très ancienne y oppose au quasi vide de la cuvette forestière un *anneau utile* concentrant — en quelques régions seulement — l'essentiel des hommes et des activités. Modèle ici importé, le fait urbain décalque en l'accentuant ce schéma centre passif / périphérie active. Dès les années 1950, les villes furent une composante essentielle de la vie nationale, plus tard renforcée par les troubles de l'indépendance, puis par une déprise rurale qu'aggrava le médiocre intérêt pour les campagnes du régime de Mobutu.

L'idée d'ensemble que l'on se faisait il y a vingt ans du monde urbain congolais reposait sur les données prolongées du recensement de 1970. Après trois décennies de ruée vers les villes, on croyait à un ralentissement progressif, mais les prévisions donnaient quand même 40 % de citadins pour 1985 et plus de 50 % pour l'an 2000 (avec alors 6 villes millionnaires, et près de 7 millions d'habitants à Kinshasa). C'est dire à quel point la publication du recensement (assez fiable) de 1984 a pu susciter chez certains, les Autorités notamment, déception et incrédulité, tant devaient être révisées en baisse les idées reçues sur la démographie urbaine du pays. Voici que, dans un Congo de 30 millions d'âmes, Kinshasa n'en compte que 2 700 000 (au lieu des 3 500 000 espérés), et que son croît annuel est tombé à 6,2 % (contre 9,4 % entre 1958 et 1970). Hors la capitale, ce croît n'a dépassé 5 % qu'à Mbuji-Mayi et Kolwezi, il a même stagné autour de 2 à 3 % dans la plupart des autres grandes villes, naguère les plus dynamiques. Lubumbashi franchit seule la barre du demi-million, Mbuji-Mayi s'en approche, Kananga et Kisangani n'ont que 300 000 habitants. Pour l'ensemble du pays, la croissance urbaine est tombée de 8,7 % à 5,6 % par an. En contrepoint celle des campagnes s'est hissée, chose tout à fait imprévue, de 1,6 % à 2,5 %. Et la proportion des citadins ne dépasse pas 30 %.

Grippage sévère donc, mais sélectif, selon les régions. Dans la cuvette, quelques villes isolées et déjà stagnantes, telles Kisangani et Mbandaka, sont en plein dépérissement. Plus variée est la situation de la traînée urbaine d'ailleurs discontinuë qui arme l'*anneau utile*. De rares pôles y maintiennent tant bien que mal un dynamisme ancien, comme Kinshasa ou Kolwezi, ou bien y affirment des fortunes nouvelles comme Mbuji-Mayi et Tshikapa, villes du diamant au Kasai, ou sur les hautes terres de l'est Goma et surtout Butembo, centre d'un réseau urbain émergent.

Mais les autres villes, telles Matadi et Kikwit dans l'ombre de Kinshasa, Kananga au Kasai, Lubumbashi et Likasi, ou Bukavu dans l'est, semblent saisies d'une sorte de torpeur.

Ralentissement modulé aussi par la taille des villes. Quoique essouffée, la *capitale* rassemble 29 % des citadins (26 % en 1970). Les *grandes villes* (100 000 habitants et plus), passées de 9 à 12 mais qui ne comptent plus que pour 32 % (34 % en 1970), sont de loin les plus touchées. Au contraire les *villes moyennes* (20 000 à 100 000 habitants) sont en plein essor, leur nombre a bondi de 24 à 55, elles comptent pour 24 % (au lieu de 21 %). Et les *petites villes* (5 000 à 20 000 habitants) se sont multipliées, passant de 85 à 140 : malgré un poids relatif tombé de 18 % à 15 %, c'est un vrai piquetage de l'*anneau utile* qu'elles réalisent désormais. Le maintien probable de ces tendances donne pour 1994 un peu plus de 4 millions d'âmes à Kinshasa, face à 18 grandes villes, à 77 villes moyennes, à 242 petites villes (Bruneau, 1995).

Comment en est-on arrivé là ? Même avec un solde naturel amoindri dans les villes, il est clair que sur cinq millions de nouveaux citadins apparus entre 1970 et 1984, deux millions seulement peuvent être d'origine rurale. Et la proportion est forcément bien plus modeste dans les centres où le croît annuel n'a pas atteint 3 %, ce qui implique un solde migratoire négatif : en supposant même la poursuite d'un exode rural ralenti, le nombre des départs est ici devenu très supérieur à celui des arrivées. Où sont allés tous ces gens ? Certains ont dû retourner dans leurs milieux d'origine, mais la plupart se sont dirigés — on le sait par ailleurs — vers les campagnes proches, et vers les échelons inférieurs de l'armature urbaine.

Cet événement, inouï parce qu'inconnu ici depuis la grande crise, peut être expliqué de la même façon qu'alors : l'écart positif entre conditions de vie urbaines et rurales (cause du départ vers les villes) s'est resserré voire inversé jusqu'à produire l'effet contraire. Le déclic peut même être daté : la dynamique urbaine, sur fond de prospérité en trompe-l'œil, a dû demeurer forte (8 % par an) jusqu'à la *zairianisation* de 1974, qui a précipité — une première dans le contexte africain — le naufrage de l'économie nationale. Du coup la décennie suivante n'a connu qu'une croissance très ralentie (4,6 % par an), coup de frein brutal qui traduit l'entrée du monde urbain congolais dans la crise la plus grave de son histoire.

La situation dans les villes, en effet, est devenue dramatique. Faute d'encadrements et d'investissements (sur fond d'un endettement colossal), la nécrose de l'économie moderne et la contraction du marché de l'emploi ont laminé les niveaux de

vie, et le déficit alimentaire est permanent. En contrepoint ont fleuri divers procédés parasitaires dont une incroyable corruption (le " mal zaïrois "), et surtout l'informel est omniprésent avec sa cohorte de petits métiers urbains. Résultat d'une gestion désastreuse, la débâcle des voiries, des réseaux, des services collectifs et de l'habitat hérités du passé, et l'essor simultané de l'autoconstruction, ont coïncidé avec la ruine du cadre de vie urbain et suburbain. Les villes congolaises semblent donc entrées en hibernation, au point que certaines d'entre elles, aux yeux des urbanistes de la capitale, sont " tout simplement menacées de disparition ".

C'est en réponse à la conjoncture que des mécanismes d'adaptation se sont fait jour, fondés sur le retour à la terre : processus aux aspects variés, plus précoce et plus surprenant — on l'a dit — dans les villes haut-katangaises et leur arrière-pays, mais attesté un peu partout. Au cœur et en marge des grandes agglomérations, l'agriculture des citadins (des citadines, en fait) a pris une extraordinaire ampleur. On le voit bien dans la capitale, un peu moins dans son espace péri-urbain du fait d'une médiocre maîtrise de l'eau. Mais des images *Spot* révèlent l'extension soudaine et considérable des cultures autour de Kisangani, de Mbandaka, de Kananga, et dans une moindre mesure de Mbuji-Mayi.

Plus éloquent encore est l'essor (ou l'émergence) de multiples villes moyennes et petites, voire de centres encore semi-urbains, lié à de multiples trafics (le café, l'or, le diamant), à la collecte des produits vivriers, ou plus simplement au retour à la vie des champs. À l'évidence, ce sont bien ces échelons inférieurs du système qui ont fixé l'essentiel de l'exode à rebours venu des grandes villes, et vers lesquels glisse désormais une part croissante du dynamisme urbain. Et une conclusion s'impose : les villes haut-katangaises et leurs campagnes n'étaient pas un cas limite mais bien un cas exemplaire, préfigurant la rédéfinition du fait urbain (et rural) qui se manifeste, au crépuscule du mobutisme, d'un bout à l'autre du vaste Congo.

Depuis lors ce pays, devenu le grand malade de l'Afrique, a fini par implorer : comme par un bégaïement de l'Histoire, " rebelles " et parrains se partagent de nouveau le Congo. Dans l'intérieur, saigné par la guerre et presque partout en proie à l'anarchie, le chômage est général et l'insécurité totale. Des villes brusquement se gonflent, tandis que d'autres se vident<sup>2</sup>. À Kinshasa,

quasiment coupée de l'immense pays mis à sac, la misère, la faim même atteignent un niveau sans précédent, comme dans toutes les grandes villes. De tout ceci, les conséquences sur la démographie urbaine ne sont pas près d'être mesurées. Mais il semble bien que se poursuive le repli vers une ruralité à connotation citadine, qui tire sa survie bien plus de l'autoconsommation que du ravitaillement, devenu presque impossible, des villes.

### III - LA PETITE VILLE AU NIGER, RÉPONSE INÉDITE À LA DURETÉ DES TEMPS

État enclavé qui raccorde aux immensités désertiques du nord une étroite *bande utile* méridionale, le Niger est fragilisé depuis plusieurs décennies par une crise multiforme. Le désastre écologique de la sécheresse y a désorganisé la vie pastorale, et aggravé de façon dramatique la saturation des terroirs. Et après la ruine de l'éphémère prospérité fondée sur l'uranium, le pays figure, plus que jamais, parmi les plus pauvres du monde. Il avait pourtant vu sa très ancienne tradition citadine un moment revivifiée par les apports de la modernité.

En 1960 certes, hors sa capitale Niamey, le Niger demeurait un monde de paysans et de pasteurs nomades piqué de rares petites villes, ce qu'il avait toujours été depuis mille ans.

Mais alors est venu le temps de l'uranium, et d'une croissance urbaine (9,2 % par an, 11,5 % à Niamey) parmi les plus fortes d'Afrique. Lors du recensement de 1977, le monde des villes regroupait 11 % des 5 300 000 Nigériens, avec une *capitale* " macrocéphale " de plus de 200 000 habitants (40 % des citadins), les trois *villes moyennes* de Zinder, Maradi et Tahoua (24 %), et 23 *petites villes* de 5 000 à 25 000 habitants (36 %). La multiplication des chefs-lieux à tous les niveaux, la fièvre de l'uranium, la détresse des campagnes, des sécheresses répétées, tout laissait alors penser que l'exode rural, devenu ruée, ne ferait que se poursuivre.

Recensé en 1988, le pays atteint alors 7 300 000 habitants et son taux d'urbanisation 18 %. Mais, fait surprenant, la croissance des villes a fléchi dans l'ensemble (7,7 % par an), elle est même tombée de plus de moitié à Niamey (4,8 %). La *capitale*, que l'on voyait bientôt millionnaire, n'atteint pas 400 000 habitants (30 % des citadins), sa

<sup>2</sup> Les deux processus sont parfois liés. Ce fut le cas dès 1993, avec le reflux massif vers Mbuji-Mayi des " originaires " du Kasai établis dans le Haut-Katanga : cette nouvelle épuration ethnique a alors privé (comme déjà en 1960) Lubumbashi et les autres villes du cuivre de ce qui leur restait de dynamisme, et d'une grande partie de leurs citadins.

macrocéphalie tend donc à s'estomper. Avec Agadez, le centre minier d'Arlit, Birnin-Konni et Dosso, le peloton des *villes moyennes* est porté à sept (32 %). Il y a surtout 58 *petites villes* (38 %), flouaison sans laquelle le tassement du croît urbain serait bien plus marqué. Une estimation pour 1995, donnant 23 % de citoyens répartis entre Niamey (540 000 habitants), onze villes moyennes et 70 petites villes, confirme le renouvellement par le bas de l'ensemble du système.

Le flux de migrants reçus par la capitale, et dans une certaine mesure par les villes moyennes, s'est donc réduit. Ce fait, dont l'ampleur inattendue est soudain révélée, paraît lié — comme dans le cas du Haut-Katanga — à la fin d'une aisance factice à base presque exclusivement minière. À partir de 1981 en effet, la chute durable des cours de l'uranium a fait s'effondrer les finances d'un État surendetté. Depuis lors la rupture est consommée entre formation et emploi, qu'il s'agisse d'un secteur privé en déroute ou d'une fonction publique aux effectifs déjà pléthoriques : les salaires n'y sont plus payés que de temps à autre, réduisant les fonctionnaires à vivre — c'est le monde renversé ! — de l'aide de la famille restée au village.

Face à l'anémie de l'économie officielle, l'activité glisse en bloc vers l'informel : des pans complets de celle-ci, tels l'import-export, le bâtiment ou les transports, des villes même (celles frontalières du Nigeria), voire des régions entières, fondent à présent leur existence sur le " parallèle " et le marché noir, et les micro-activités prolifèrent partout. Et puis le délabrement des services publics, la généralisation de la fraude et de la corruption, ont fait voler en éclats les structures urbaines issues du moule colonial. C'est cet affadissement de leur *urbanité* comme de leurs fonctions centrales qui enlève aux villes nigériennes " modernes " une partie de leur attrait, qui explique leur essoufflement, qui fait émerger des milieux façonnés par la crise mais aussi réinvestis par les modèles traditionnels.

Il est vrai que l'ancienneté du fait urbain, et le caractère fort traditionnel des sociétés, font qu'ici la coupure n'a jamais été très forte entre ville et campagne. Par-delà leurs quartiers centraux bâtis à l'occidentale, Maradi, Zinder, Agadez et même Niamey ont conservé un aspect et des modes de vie souvent villageois. L'élevage y est omniprésent, et à Zinder par exemple les maraîchers des mares péri-urbaines viennent chaque jour collecter en ville le fumier nécessaire à leurs jardins. Par ailleurs l'hivernage voit de nombreux citoyens regagner, jusqu'à la récolte, les champs de l'arrière-pays. En somme les Nigériens des villes, quel que soit leur statut social, n'ont rompu ni avec les

activités ni avec les mentalités rurales, et ces comportements séculaires se trouvent à présent renforcés.

Car de nos jours les liens entre les deux milieux se resserrent et se diversifient. Sous l'impulsion des pouvoirs publics et de divers " projets ", la riziculture mécanisée mais aussi le maraîchage de contre-saison se sont développés autour et à l'intérieur des agglomérations, assurant à une multitude de producteurs et de transporteurs des ressources bien plus substantielles que celles tirées de la culture du mil, voire désormais du salariat urbain. Loin d'être contrarié par la basse conjoncture, ce début de revitalisation des campagnes à partir des villes s'en trouve conforté. Dans le même temps, et tandis que malgré la crise structurelle des terroirs la charge humaine continue de s'y alourdir, divers indices témoignent d'un début d'inversion de l'exode, du bas en haut de la pyramide urbaine.

À la base, le reflux touche les *exodants*, jeunes hommes qui naguère quittaient leurs terroirs à la morte saison pour chercher du travail dans les centres régionaux, les mines du Sahara ou la capitale, voire les villes du Golfe de Guinée, du nord du Nigeria, de la Libye même. Or si la crise accrue des campagnes ne peut que pousser les plus pauvres à partir plus longtemps, ou pour de bon, la récession ferme les pays d'accueil aux travailleurs étrangers, tandis qu'au Niger même les chances offertes aux jeunes ruraux se font bien rares dans les villes. Cruel paradoxe d'un marché de l'emploi qui partout se contracte, alors même que le nombre des candidats à l'exode se trouve multiplié. Mais comme le *désir de ville* est toujours là, les déplacements continuent à plus courte distance, parfois à rebours, va-et-vient constant entre deux mondes dont il s'agit d'équilibrer avantages et inconvénients respectifs.

Au sommet prend forme un vrai mouvement d'*exurbanisation* : bien que les tentatives officielles de recasement rural des chômeurs aient toutes plus ou moins échoué, un nombre croissant de jeunes hier scolarisés, désespérant de trouver un emploi, s'en retourne vers les villages. Ayant fait naguère la migration vers la capitale ou les villes atlantiques, ils ont les yeux ouverts sur le monde, et se font volontiers recruter par les ONG agricoles œuvrant dans leur région d'origine. Il arrive que les plus diplômés vivent ce retour comme un déclassement, et sombrent dans la drogue et l'alcoolisme, mais beaucoup d'autres, dont les revenus sont loin d'être négligeables à l'horizon du village, y trouvent une reconnaissance sociale que n'aurait pu leur conférer l'état de migrant vivant dans une grande ville.

Dans ce schéma nouveau, à la croisée de tous ces mouvements, on trouve la *petite ville* : étape perdue au fond des campagnes ou jalonnant les axes majeurs, ancien bourg ou plus rarement chef-lieu créé de toutes pièces, très proche parfois d'un centre plus important, elle fait figure de relais obligé des flux migratoires, mais aussi chaque jour un peu plus de point d'ancrage relatif entre l'urbain et le rural. Depuis longtemps certes elle attirait les migrants, mais ceux-ci ne s'y attardaient guère. Il en va autrement désormais, car les petits centres, bien plus nombreux et disséminés dans tout le pays, offrent le cadre le plus propice à la *pluriactivité*.

Le travail des champs, l'embouche et le petit élevage s'y trouvent combinés à l'artisanat (notamment féminin), à la transformation des produits ruraux et bien entendu au commerce, où l'insertion se fait par le biais de réseaux traditionnels à base à la fois religieuse et économique. Bien que la part monétarisée de l'activité y reste en général très faible (les seuls emplois "modernes" sont ici ceux de l'administration), les petites villes jouent le rôle de bourgs de marché face au monde rural : villageois ou nomades peuvent s'y approvisionner en produits fabriqués de première nécessité, souvent auprès de vendeurs ambulants. Elles constituent ainsi le socle, la base d'apprentissage de l'économie marchande.

Elles ont aussi, bien souvent, une fonction minimale d'encadrement, assurant aux villages alentour un embryon de services dans les domaines de l'éducation, de la santé ou du maintien de l'ordre, et disposant d'un équipement sommaire en matière d'eau potable, d'électricité, de téléphone même. Mais le milieu est plus sécurisant que dans la ville moderne, le logement plus facile, les attaches mieux garanties avec la famille et le milieu villageois.

Surtout, sans perdre les ressources de la terre nourricière, les jeunes migrants ont tout de même ici l'avantage du statut de citoyen. Y émerge même une classe de jeunes entrepreneurs du secteur informel, nantis d'un certain niveau de formation et d'une expérience assez vaste du monde extérieur, qui se font interlocuteurs privilégiés des ONG, et tentent de mettre à profit le mouvement récent de démocratisation pour prendre en main la gestion des affaires publiques locales, face à une chefferie traditionnelle comme à une administration en partie discréditées. Comme le montre bien Frédéric Giraut (1993), la petite ville apparaît ainsi comme l'expression et le banc d'essai des changements sociaux.

Tout cela est vrai surtout de la vingtaine de petits centres déjà bien engagés dans l'urbanité. Les autres, les moins peuplés, les moins équipés, les plus modestes, ne fixent — et encore saisonnièrement — que des immigrants issus des terroirs proches, et n'ont nullement rompu avec le contexte socio-économique et culturel du monde rural. Il est d'ailleurs évident que le seuil des 5 000 âmes ne correspond à aucune césure réelle dans le continuum des sites habités : dans les faits, la marge est incertaine entre les centres déjà semi-urbains et la foule des localités à caractère vraiment villageois, qui constituent la trame matricielle du système.

Le rapport à la ville paraît donc avoir profondément changé avec les destinations migratoires. Et si le processus décrit est spécialement remarquable en pays *haoussa*, c'est dans l'ensemble du Niger "utile" que le mouvement de balancier entre les deux milieux prend ou reprend de l'ampleur. À ce titre, la petite ville nigérienne, où s'ossifie une société citadine inédite, fait figure de creuset d'une urbanité intermittente et de genres de vie nouveaux, à mi-chemin entre tradition et modernité (Bruneau & Lecompte, 1999)<sup>3</sup>.

#### IV - CAMEROUN FIN DE SIÈCLE : LE TEMPS DES NÉO-RURAUX

Volontiers présenté comme une "Afrique en miniature", tant sur le plan physique que sur le plan humain, le Cameroun est un pays plutôt bien pourvu qui pouvait se croire il y a 25 ans sur la voie du *décollage*. Il a néanmoins vu s'installer au début des années 1990, sur fond de lourd endettement, une récession très sérieuse dans l'agriculture d'exportation et l'industrie. La chute consécutive des ressources de l'État, et la contraction sévère des salaires publics, ont été encore aggravées par la dévaluation du franc CFA. Malgré une certaine reprise, la brusque paupérisation des ménages et la dégradation des indicateurs sociaux (ceux de l'éducation et de la santé en particulier) ont induit une montée sans précédent de la corruption, une véritable explosion de l'informel, une ruralisation croissante des sites urbains.

La profondeur et la soudaineté de la crise ont-elles provoqué, ici comme ailleurs, un tassement de la croissance naguère très rapide des principales agglomérations ? L'hypothèse n'est guère vérifiable, car le dernier recensement date de 1987. Pour la décennie suivante, le démographe

<sup>3</sup> Des évolutions assez similaires sont attestées dans sept autres États de l'Afrique de l'Ouest : la Mauritanie, le Mali, le Burkina, le Liberia, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo (Giraut & Moriconi-Ebrard, 1991).

Joseph-Pierre Timnou (1993) a bien prévu un certain ralentissement, soit un croît annuel ramené à 5,1 % (contre 5,7 % de 1976 à 1987), et en 1997 — sur un effectif de 14 millions de Camerounais — une proportion de 44 % de citadins. Mais il tablait sur un renforcement des niveaux supérieurs, avec désormais deux *villes millionnaires* — Douala et Yaoundé — (40 % du total), huit *grandes villes* de plus de 100 000 habitants (18 %), 48 *villes moyennes* d'au moins 20 000 habitants (30 %), 75 *petites villes* d'au moins 5 000 habitants (12 %).

Le prochain recensement (que l'on dit en préparation) risque à cet égard de réserver des surprises, car entre-temps des *migrations de retour* d'une ampleur sans précédent ont été observées à travers le pays. Nul ne peut plus ignorer le phénomène et dès 1995, à la demande du gouvernement, l'*Institut de Formation et de Recherche Démographique* de Yaoundé a lancé une grande enquête dans deux régions-tests, les provinces de l'Ouest et de l'Extrême-Nord. Cela pour bien cerner le problème, et voir s'il est souhaitable ou non de faire repartir les migrants. Les résultats de cette étude (Gubry *et al.*, 1996), et ceux plus ciblés de quelques autres, donnent une idée partielle mais révélatrice de la nature des processus engagés.

Voici d'abord l'Ouest, avec pour élément humain majeur le groupe *bamiléké* : près de trois millions d'âmes, dont la moitié dans leur foyer montagnard où la densité moyenne atteint 200 hab./km<sup>2</sup>. Au temps colonial, les Bamiléké y ont créé un bocage minutieux sur fond de vraie civilisation du café, convertie depuis lors au vivrier marchand. Et ils ont émigré massivement, tâcherons puis colons agricoles, prolongeant *via* le couloir du Moungo leur espace ethnique de 150 km vers Douala et la mer, formant aussi d'autres fronts pionniers agricoles en périphérie du haut plateau. Installée à Bafoussam, à Dschang, ou à Bangangté, leur bourgeoisie a investi aussi et surtout les villes du reste du Cameroun. Mais ces gens restent profondément attachés à la terre de leurs ancêtres, où chacun d'entre eux veut être inhumé un jour.

Aussi les émigrés viennent-ils investir sur leurs terroirs d'origine, et les revitaliser. Amorcé il y a trente ans, amplifié peu à peu, le mouvement s'accélère et pour cause : de plus en plus souvent, les chefs traditionnels refusent le dernier retour aux citadins défunts — surtout les riches — qui auraient négligé de " construire " au village. Cette exigence, comme les fréquentes visites effectuées ici par les émigrés lors de funérailles et d'autres réunions de famille, le désir de paraître aussi, expliquent la floraison de résidences

secondaires souvent somptueuses, édifiées au sommet des collines sur de vastes terrains clos, qui stérilisent des milliers d'hectares à vocation agricole. Pression humaine aggravée, crise foncière et environnementale, péjoration des comportements, cette pseudo-urbanisation des terroirs cause des problèmes inextricables (Bruneau & Tchawa, 1996).

À ce processus très caractéristique des milieux ruraux de l'Ouest (mais diffusé ailleurs sur les hautes terres, comme dans le sud forestier) se sont ajoutées plus récemment des migrations de retour véritables. Ont joué d'abord des raisons socio-politiques : en 1991-1992, l'opposition déclenchait dans tout le pays l'opération " villes mortes ", menée surtout par la diaspora bamiléké et suscitant à son endroit un début (sans suite) d'épuration ethnique. Nombre d'émigrés ont alors songé à rentrer au village, et si peu l'ont fait réellement (et pour peu de temps), l'impact psychologique aura été important. Plus efficaces allaient être les stimuli liés au désarroi économique : " délestages " de la fonction publique, dévaluation de 1994, mot d'ordre officiel de valorisation du travail de la terre.

Pour ceux de la diaspora, le chemin du retour est toutefois semé d'embûches. Il y a bien sûr la méfiance à l'égard d'un pouvoir qui leur est peu favorable et qui, pensent certains, pourrait trouver là l'occasion de " renvoyer chez eux " les trop dynamiques Bamiléké. Mais surtout, les gens des villages ne souhaitent guère voir revenir les émigrés, notamment ceux qui ont négligé de " construire " ; ou d'accomplir les rites indispensables. Les chefs disent manquer de terres à distribuer en cas d'afflux des migrants, ils redoutent l'apparition de l'insécurité. Même les *comités de développement*, souvent animés par des " originaires " revenus (ou non) de la ville, sont soupçonnés de freiner le progrès réel des terroirs. Et dans l'ensemble le regard porté sur les citadins " retournés " est ici plutôt négatif.

Qu'en est-il du reste du pays ? Dans l'Extrême-Nord, selon l'enquête de 1995, la question se pose en des termes distincts, car bien des migrants de retour sont déjà des agriculteurs, revenus par exemple des zones de colonisation agricoles de la Bénoué. Si les difficultés de réinsertion sont réelles, du fait du manque de terres cultivables surtout, l'organisation sociale traditionnelle parvient ici à les gérer en douceur. Il n'en va pas forcément de même dans les provinces du Centre, du Littoral ou du Sud, bien plus intégrées à l'économie moderne et où ce sont les campagnes situées autour des grandes villes, naguère les plus affectées par l'exode rural, qui reçoivent en priorité les candidats à l'*exurbanisation*.

C'est le cas autour de Yaoundé, durement frappée par la crise et où s'est déclenchée — comme quinze ans plus tôt à Lubumbashi — une inversion partielle de l'exode au profit des villes moyennes et de la campagne. Ici, la catégorie des jeunes de 20-24 ans *déscolarisés* (c'est-à-dire ayant abandonné l'école ou l'université) est la plus touchée par le chômage. Il faut y voir l'effet de la baisse du niveau de l'enseignement, de l'inadéquation formation-emploi et de la crise de la famille providence, face à l'érosion rapide du pouvoir d'achat citadin. À côté des retraités, qui ont depuis longtemps alimenté un courant de retour, les nouveaux candidats au départ — *désœuvrés*, " compressés " ou diplômés-chômeurs — sont chaque jour plus nombreux.

Le mouvement se fait surtout vers les campagnes proches, dans un rayon approximatif d'une cinquantaine de kilomètres : par-delà l'espace proprement péri-urbain, projection de la ville (sa réserve foncière et son dépotoir), s'étire une couronne de terroirs et de villages totalisant quelque 200 000 habitants. De 1993 à 1996 y ont été menés des travaux de terrain touchant principalement neuf villages, et incluant de multiples entretiens et enquêtes par questionnaires auprès de leurs habitants. S'en dégage un tableau très vivant et surtout très actuel de ce monde de néo-ruraux qui prend forme et des mutations qu'il suscite, à un jet de pierre de la capitale (Sietchiping, 1996).

Parmi les migrants de retour, les uns ne font que revenir " chez eux " alors que d'autres sont issus de plus loin, mais peu ont préparé leur nouvelle insertion. Les premiers, au moins, peuvent compter sur des parents restés sur place pour les accueillir et les héberger. Et si beaucoup ne sont en quête que de gains rapides, la réinstallation de certains " originaires " peut procéder d'une stratégie mieux conçue. Il en est qui, peu soucieux de se faire paysans, trouvent un emploi de manoeuvre auprès des chantiers ou entreprises égrenés le long des routes rayonnantes. D'autres, anticipant sur la croissance urbaine, achètent des terrains proches de la capitale pour ensuite les louer ou les vendre au plus offrant.

Mais beaucoup se mettent à exploiter pour la vente les ressources locales, sable, essences forestières sur pied, bois d'œuvre ou de chauffe, vin de palme, produits de la pêche et de la chasse (s'il en reste). Certains fabriquent du charbon de bois, ou de l'alcool " indigène " (*arky*). Quelques-uns se lancent dans l'aviculture, la pisciculture ou l'apiculture. Les plus nombreux reviennent à la terre, font du cacao, du plantain, du manioc, du maïs, des tomates et divers légumes, des fruits ou des fleurs, destinés aux marchés de la ville. Les plus hardis parviennent à créer de vraies plantations, même à expédier par camionnette

*bâtons* de manioc ou *arky* jusqu'à Libreville au Gabon. Et se créent des *groupements communautaires* où les migrants jouent un rôle moteur, grâce à leur instruction et à leur expérience de la vie " moderne ".

Tout cela concourt au regain des cultures vivrières et de rente, comme des autres activités rurales. D'ailleurs les migrants, déjà très impliqués dans la commercialisation du cacao, introduisent ici la collecte des produits agricoles et leur revente aux intermédiaires (les *bayam sellam*), sur place ou à Yaoundé. La production se fait ainsi de plus en plus marchande, tandis que la consommation (alimentation, habillement, etc.) se modifie dans un sens plus citadin. Globalement, les activités des migrants influencent donc toute la vie des villageois. Par ailleurs, et sur fond de transition démocratique, certains d'entre eux trouvent dans les nouveaux partis politiques et les élections des occasions de s'affirmer localement, dans l'espoir d'accéder aux responsabilités et aux prébendes qui s'y attachent.

Pour la plupart de ces *néo-ruraux* cependant — pour les jeunes surtout —, le retour n'est pas vécu comme définitif. Ils restent attachés à la ville, ils en rêvent, ils ne pensent (affirment-ils) qu'à y repartir un jour. Ils veulent voir dans leur situation, vécue comme un échec, une sorte de purgatoire, un repli tactique en attendant que " la situation évolue en ville " et qu'ils y retrouvent un emploi salarié. Ce sentiment, probablement utopique, est entretenu chez beaucoup par les difficultés que provoque (et qui compliquent) leur intégration en milieu villageois. Car les conflits ne manquent pas entre eux et les occupants " véritables ".

Certains de ces conflits, inévitablement, sont d'ordre foncier : disputes de bornage, d'héritage, de location des terres. D'autres tiennent à l'altération des modes de mise en valeur traditionnels. Ainsi l'essor du maraîchage ou de la culture du plantain aggrave-t-il le recul des cacaoyères, et la forte demande en vin de palme et en *arky* tendelle à décimer les palmeraies naturelles. La pression accrue sur le milieu accélère la destruction de la forêt, d'où des vents plus violents, un réchauffement vécu du climat, et bien sûr un accès plus difficile au bois de chauffe et la disparition de la faune de chasse. Faute d'amélioration des techniques culturales, et du fait du raccourcissement des jachères, les sols se sont appauvris, et les champs sont de plus en plus éloignés des villages. Autant de griefs à l'égard des nouveaux venus.

D'autres conflits encore, d'ordre psychologique (de génération par exemple), ou sociétal, opposent migrants et villageois. Les premiers se

posent volontiers en modèles, mais leur façon de penser, leur mépris des us et coutumes, leurs comportements, leur dynamisme même, sont ressentis ici comme insupportablement citadins. On impute enfin à ces " intrus " des fléaux nouveaux et bien réels, tels l'alcoolisme, la toxicomanie ou le banditisme. De tout cela découle un rejet diffus des migrants et des innovations qu'ils apportent, avec à leur rencontre la jalousie, les coups bas, une " sorcellerie " très souvent évoquée.

Les observations ici faites rejoignent finalement celles du cas précédent. Tout comme les hautes terres de l'Ouest, l'arrière-pays forestier de Yaoundé a cessé de perdre de sa substance, il se trouve brusquement investi par les migrations à rebours de provenance urbaine. Dans les deux cas la ville se projette sur les campagnes pour créer des espaces et des genres de vie mixtes, interface original qui fait figure de baromètre des changements en cours et sans doute à venir. Les images fournies sont contrastées certes, mais complémentaires, elles expriment la vigueur d'un processus récent et pourtant diffusé déjà dans le pays entier, et dont le négatif est forcément — on le constatera bientôt — un ralentissement du mouvement d'urbanisation.

## CONCLUSION : LA VILLE AUX CHAMPS

" Il faut bâtir la ville à la campagne " suggérait en son temps l'humoriste Alphonse Allais. C'est en somme ce qui se produit, de plus en plus souvent, en Afrique tropicale, comme ces quelques pages ont essayé de le montrer.

Au Congo-Kinshasa, dès les années 1970, la récession dramatique déclenchée par la *zaïrianisation* a causé un ralentissement brutal et inattendu de la démographie urbaine. Très précoce dans le *Haut-Katanga* minier, mais diffusé bien vite au pays entier, le processus affecte surtout les grandes villes, tandis que se renforce le poids des villes moyennes et petites, et que l'exode se retourne en partie vers des campagnes qui s'en trouvent revivifiées. Ralentis et réorienté, marqué au coin d'une ruralisation omniprésente, le mouvement urbain donne à cette époque l'impression de s'être adapté à la crise, comme il continuera de le faire — tant bien que mal, et de plus en plus douloureusement — jusqu'à nos jours.

Au Niger, dans les années 1980, la crise succède à l'euphorie de l'uranium. Dans un système urbain qui se cherche, la *petite ville* fixe une part croissante du flux des migrants au cœur même de terroirs qui restent le fondement de la vie nationale. Milieu-refuge par excellence, elle

ménage à ses habitants permanents ou saisonniers une gamme variée de petites activités, et même des mécanismes d'ascension sociale. Et l'on assiste un peu partout à la naissance d'une urbanité différente, généralisée et intermittente, pétrie (ou réinvestie) de traditions séculaires et pourtant très *contemporaine*, car ajustée à la dureté des temps actuels.

Au Cameroun, depuis les années 1990, la prospérité est en chute libre. Privés d'emploi et de services de base, les déçus de la ville trouvent dans un reflux soudain vers les milieux ruraux leur meilleure chance de survie. Multiples sont les formes de réinsertion des anciens citadins et les conflits qu'elles suscitent, visible est leur part dans les mutations du monde villageois, à travers tout le pays. C'est vrai des campagnes proches de Yaoundé, qui font à présent figure d'espace-reflet de la crise urbaine, c'est vrai aussi des terroirs de l'Ouest, où un vrai retour à la terre vient compléter les allers-retours et les effets de prestige de la diaspora bamiléké. Au temps de la ville et de ses mirages succède ainsi celui des néo-ruraux.

L'impression qui ressort de tout cela est bien celle d'un remodelage profond du phénomène urbain. Depuis l'aube du temps colonial, et selon des modalités et des rythmes variés, c'est un flux démographique permanent qui a concentré au Congo, au Niger ou au Cameroun bien des millions de citadins, vidant de leur substance les dizaines de milliers de villages d'immenses hinterlands. Déséquilibre grandiose sur lequel rien n'avait prise, car il s'appuyait sur l'écart toujours grandissant entre les conditions de vie des deux milieux. Vingt ans après les indépendances, nul n'envisageait à court ou moyen terme la fin de la ruée vers les villes. Or voici qu'à la vieille rengaine s'est accolé un couplet inattendu, celui du retournement de l'exode vers des campagnes dont la mort lente se trouve ainsi (durablement ?) enrayerée.

Dans chacun des trois pays " visités " quoique à des degrés divers et de façon décalée dans le temps, c'est bien à un apparent *décollage* qu'a succédé l'actuelle paupérisation. Mais contre toute attente, celle-ci n'a plus saigné ici les campagnes, ni gonflé monstrueusement les grandes villes. Elle a fait au contraire s'enrayer l'exode rural et s'inverser les flux migratoires, ces derniers tournant désormais le dos à un monde urbain " moderne " qui semble peu à peu s'ankyloser. Résultat de la crise de l'économie et de celle des sociétés, d'une vraie crise écologique aussi, toutes décidément aggravées par les effets des plans d'ajustement structurel et autres dévaluations. Crises d'ailleurs relativement anciennes, mais dont la réalité resta peu ou prou ignorée jusqu'à leur aggravation soudaine, liée à des circonstances catastrophiques.

Les motivations ont dû être bien puissantes pour déclencher ce repli vers le milieu rural. On peut les résumer d'un mot : le *mal-vivre* qui étreint désormais la masse des citadins. Car sauf pour les privilégiés et les profiteurs de la crise, l'intérêt matériel de la vie dans les métropoles africaines s'est réduit à peu de chose. Que peut-on venir chercher à Lubumbashi, à Niamey, à Yaoundé, s'il n'y a plus ici de travail, plus de santé, plus d'instruction dignes de ce nom, et surtout plus de quoi nourrir une famille ? Restent certes l'intérêt psychologique, la fierté d'être citadin, le mépris pour la " brousse " de celui qui a pu y échapper. Au pire, on peut même ouvrir des champs alentour, et jusque dans la ville. Mais tout cela compte beaucoup moins qu naguère, puisqu'une fraction croissante de la population préfère désormais (a-t-elle un autre choix ?) aller tenter sa chance ailleurs.

Sans cesse plus nombreux donc, ceux qui ont fui la chimère (devenue repoussoir) des villes n'ont pas forcément pour but de retrouver leurs milieux ruraux d'origine, que souvent du reste ils n'ont jamais vus. Mais le besoin d'un sol fertile, le souhait de finir ses jours dans un village restent des mobiles évidents, quoique les raisons le plus souvent évoquées par les *migrants de retour* soient différentes, coût insupportable de la vie urbaine, chômage, ou même désir de profiter des équipements minimaux qui fonctionnent encore dans les missions ou les petits centres. En somme, tout se passe comme si les facteurs qui faisaient naguère l'attraction de la ville étaient devenus autant de motifs de la quitter.

L'innovation majeure réside dans la réponse fournie par les citadins eux-mêmes aux questions brutales du vécu quotidien. Il aura fallu des niveaux de vie en miettes, le spectre de la famine parfois, un réveil difficile toujours, pour que se manifeste le sursaut salvateur, pour que les femmes des mineurs, des ouvriers, des petits employés, et les chômeurs même diplômés des grandes villes reprennent la houe de leurs grand-mères et le chemin des champs. Ruralisées de l'intérieur, ces métropoles repeuplent de citadins les terroirs attenants ou lointains. Et à côté du regain des villages, anciens ou nouveaux, hameaux ou noyaux déjà semi-urbains, il y a celui des petites villes, hier bourgades sans avenir mais qui désormais absorbent les laissés-pour-compte des grands centres, tout en drainant l'exode persistant issu des cantons isolés.

Et partout se diffusent les *modèles urbains*, parcellisation du sol, types de maisons, recours à la scolarisation et aux soins de santé, modes de consommation et mentalités. Réorganisation formidable dont on saisit encore mal les contours, si

l'on en ressent fort bien la soudaine ampleur. Au bout du compte, les initiatives populaires semblent avoir réussi ce dont on avait toujours parlé sans y croire vraiment : avec le retour à la terre, voici que la misère urbaine est devenue, paradoxale, un facteur de développement.

Ce n'est certes pas la fin de la *ville*, pivot incontournable des évolutions sociales, culturelles, politiques, moteur potentiel de toute relance de l'économie moderne. Mais si le *fait urbain* hérité du temps colonial n'est nullement moribond, son essence a changé : cherchant de nouveaux équilibres, il tend vers la *diffusion* en renforçant ses niveaux inférieurs, en se projetant hors de lui-même, en suscitant des formes inédites de modes de vie comme d'organisation de l'espace. Il s'adapte ainsi au contexte de crise, tout en poursuivant dans le brassage de populations d'origines diverses l'acculturation propre au monde urbain.

Quoique forcément partielles, les situations ici décrites auront contribué à dissiper — on l'espère du moins — quelques idées toutes faites. Les migrations de retour semblent du reste confirmées chaque jour davantage par des échos de toute l'Afrique urbaine, du Sahel aux forêts équatoriales, et jusqu'à l'océan Indien. Le constat, partout le même, est celui d'une *double rupture* : l'essoufflement et le réajustement d'un essor urbain de plus de quarante ans, et la fin du confort intellectuel qu'assurait le mythe d'une croissance galopante et irréversible des villes au sud du Sahara. À l'évidence, il est de moins en moins réaliste de s'obstiner à considérer ce qui se passe ici à travers le prisme déformant des schémas latino-américains. Loin des poncifs sur le " continent des bidonvilles " et passé le temps des certitudes, notre époque est pour l'Afrique tropicale celle d'un monde urbain en suspens.

Car la grande incertitude est celle de l'avenir. Verra-t-on se poursuivre ce rééquilibrage démographique entre villes et campagnes, qu'avaient de temps à autre mais en vain espéré les pouvoirs en place, avant que la crise urbaine ne l'amorce subitement ? S'agit-il une fois encore d'un feu de paille, d'un reflux temporaire que fera oublier — comme le souhaitent les acteurs du drame eux-mêmes — une future " reprise " ? Nous croyons plutôt à un essor durable de ces terroirs remodelés, parce que la reprise urbaine ne semble pas pour demain, parce que même dans cette hypothèse la qualité de la vie n'est pas près de retrouver en ville son niveau du passé, et surtout parce que la recomposition amorcée a des allures de vague de fond vraiment spontanée, sans rapport avec les discours ou les " projets de développement ".

Si ces évolutions très actuelles brouillent les modèles urbains importés d'Occident, elles incitent en somme à l'optimisme. Avec l'émergence d'un univers *para-urbain* aux frontières indécises et mouvantes, où se forge une société encore floue mais non dénuée de cohérence, c'est bien une géographie inédite qui s'ébauche, fort démarquée de celle de naguère. En ce sens, nous pensons avoir rencontré, du bassin minier haut-katangaï aux vallons maraîchers de Kinshasa, des petites villes haoussa à l'arrière-pays yaoundéen, la frange la plus sensible d'une *nouvelle urbanité africaine*. Et nous voulons y voir le creuset où s'élabore un genre de vie qui deviendra ici, peut-être, celui de la majorité des citoyens de demain.

## ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

BOPDA, Athanase (1992).- Ajustement démographique : crise de la famille providence et liens ville-campagne. *Projet OCISCA, Rapport phase 1* (Dschang), 99 p.

BRUNEAU, Jean-Claude (1999-1).- Le Cameroun, une Afrique en miniature. *In : Géologie et environnements au Cameroun*, pp. 1-8, 2 fig. (Collection *Géocam 2/1999*, Yaoundé).

BRUNEAU, Jean-Claude (1999-2).- *D'ici et d'ailleurs. Quand les immigrés se font autochtones : citadins et paysans du Haut-Katanga*. Presses Universitaires de Yaoundé, 449 p., 9 fig.

BRUNEAU, Jean-Claude (1995).- Crise et déclin de la croissance des villes au Zaïre. Une image actualisée. *Revue Belge de Géographie* (Bruxelles), 119<sup>ème</sup> année, n° spécial offert au Pr Henri Nicolaï, pp. 103-114, 1 fig., 2 tabl.

BRUNEAU, Jean-Claude (1989).- Lubumbashi (Zaïre), une clairière vue du ciel. Connaissance et cartographie de l'environnement périurbain et de sa dynamique (notamment grâce à l'interprétation d'une image Spot). *In : La péri-urbanisation dans les pays tropicaux*. Talence, CEGET, pp. 187-209, 2 tabl., 3 fig. (Coll. *Espaces Tropicaux*, n° 1).

BRUNEAU, Jean-Claude ; GIRAUT, Frédéric ; MORICONI-EBRARD, François (1993).- Villes nigériennes. L'émergence d'une armature urbaine nationale en pays sahélien. *Milieux et Sociétés du Niger*, vol. 1, *Revue de Géographie Alpine*, n° hors-série, pp. 241-257, 6 fig., 1 tabl. (Coll. *Ascendances*).

BRUNEAU, Jean-Claude ; KAKESE, Kunyima (1989).- L'émergence d'un espace agricole né de la ville autour de Likasi (Zaïre). *In : La péri-urbanisation dans les pays tropicaux*. Talence, CEGET, pp. 237-252, 1 fig. (Coll. *Espaces Tropicaux*, n° 1).

BRUNEAU, Jean-Claude ; KASAY, Katsuva (1981).- Quelques aspects de la naissance et de l'impact du phénomène urbain dans le pays nande du Nord-Kivu (Zaïre). *Géo-Eco-Trop* (Liège), volume 4 (5), pp. 139-162, 3 fig.

BRUNEAU, Jean-Claude ; LECOMPTE, Dominique (1999).- Urbanité et aggravation de la crise en Afrique subsaharienne : la petite ville au Niger, une réponse inédite à la dureté des temps. *In : Géologie et environnements au Cameroun*, pp. 155-168, 3 fig. (Collection *Géocam 2/1999*, Yaoundé).

BRUNEAU, Jean-Claude ; MANSILA, Fu-Kiau (1989).- Des corons aux villages neufs : le retour à la terre en périphérie de Kolwezi (Zaïre). *In : La péri-urbanisation dans les pays tropicaux*. Talence, CEGET, pp. 211-235, 1 tabl., 5 fig. (Coll. *Espaces Tropicaux*, n° 1).

BRUNEAU, Jean-Claude ; NAKATANDA, Moanda (1991).- Les problèmes liés à la maîtrise de l'eau dans l'espace périurbain de Kinshasa, une première approche. *In : Eau et Aménagement dans les régions intertropicales*. Talence, CEGET, pp. 175-189, 1 fig., 8 photos (Coll. *Espaces Tropicaux*, n° 3).

BRUNEAU, Jean-Claude ; TCHAWA, Paul (1996).- Socioculture et gestion de l'environnement sur les Hautes Terres de l'Ouest du Cameroun. *In : Pratiques de gestion de l'environnement dans les pays tropicaux*. Talence, DYMSET, CRET, pp. 71-79, 1 fig. (Coll. *Espaces Tropicaux*, n° 15).

GIRAUT, Frédéric (1993).- Centre et périphérie des petites villes nigériennes. *Milieux et Sociétés du Niger*, vol. 1, *Revue de Géographie Alpine*, n° hors-série, 20 p. (Coll. *Ascendances*).

GIRAUT, Frédéric ; MORICONI-EBRARD, François (1991).- La densification du semis de petites villes en Afrique de l'Ouest. *Mappemonde*, 4/1991, pp. 12-16, 3 fig., 1 tabl.

GUBRY, Patrick *et al.* (1996).- *Le retour au village. Une solution à la crise économique au Cameroun ?*. Paris, L'Harmattan, 210 p.

KENGNE FODOUOP, François (1994).- Les migrations de retour en Afrique tropicale. *NGCC Contact, Bulletin de liaison du Comité National de Géographie du Cameroun* (Yaoundé), n° 1, pp. 6-7.

SIETCHIPING, Rémy (1996).- Migrations de retour et mutations socio-économiques et écologiques dans les campagnes proches de Yaoundé.. Communication aux *Journées Internationales de Géographie du Cameroun* (26-30 nov. 1996), 6 p.

TIMNOU Joseph-Pierre (1993).- *Migration, urbanisation et développement au Cameroun*. Yaoundé, Institut de Formation et de Recherche Démographiques, 115 p.

**Jean-Claude BRUNEAU**, Professeur de Géographie urbaine et culturelle, co-responsable du Laboratoire GEOPOL (Géopolitique urbaine et régionale) à l'Université de Metz et membre de DYMSET (Dynamique des Milieux et des Sociétés dans les Espaces Tropicaux), Bordeaux, est l'auteur de deux ouvrages :

- *Atlas de Lubumbashi*. Paris, Université Paris X-Nanterre, 1991 ;

- *D'ici et d'ailleurs. Quand les immigrants se font autochtones : citadins et paysans du Haut-Katanga*. Yaoundé, Presses Universitaires, 1999.

On lui doit également une trentaine d'autres publications sur l'Afrique tropicale, dont la dernière : *De l'ethnie au parler commun : espaces et cultures au Cameroun*, paraîtra en 2002, dans *Patrimoine et développement*, Actes des Journées de Géographie Tropicale de La Rochelle. Il prépare un ouvrage intitulé : *Les peuples d'Afrique dans leurs espaces*.

## RÉSUMÉ/ABSTRACT

### **VIVRE LA VILLE À LA CAMPAGNE : CRISE DES SOCIÉTÉS ET EXURBANISATION EN AFRIQUE TROPICALE**

par Jean-Claude BRUNEAU

En Afrique tropicale, après des décennies de ruée vers les villes, une crise économique et sociétale sans précédent provoque de nos jours le retournement spontané des flux migratoires, et débouche sur l'exurbanisation. Ce processus, dont l'évidence se généralise, est décrit pour trois pays : le Congo (Zaïre) — et d'abord le Haut-Katanga — où il semble avoir pris naissance dès les années 1970, le Niger qu'il a touché dans années 1980, le Cameroun où il s'affirme depuis les années 1990. Partout les grandes villes s'essouffent et se ruralisent, tandis que le fait urbain, ses déçus mais aussi ses modèles se diffusent aux campagnes environnantes comme au milieu-refuge des petites villes. Loin des poncifs sur le continent des bidonvilles, c'est le temps des néoruraux, du retour à la terre, de la pluriactivité, de genres de vie inédits qui seront peut-être ceux de la majorité des citadins de demain. En somme, les Africains vont vivre la ville à la campagne, pour s'ajuster à la dureté des temps.

**Mots-clés** : Afrique tropicale, Congo-Kinshasa (Zaïre), Niger, Cameroun, ville, rapports ville-campagne, petite ville, retour à la terre, exurbanisation.

### **LIVING THE TOWN IN THE COUNTRY. SOCIETY CRISIS AND EX-URBANIZATION IN TROPICAL AFRICA**

by Jean-Claude BRUNEAU

After a forty years long rush toward the cities, Tropical Africa is nowadays suffering an unprecedented crisis in economical and social fields : the effect is a spontaneous reversal of the migrant flow, which leads to a form of ex-urbanization. This process, obviously spreading throughout the black continent, is described for three different countries : the Congo (Zaire) in the 70' — especially the mining district of Katanga where it seems to have started —, then Niger in the 80', and eventually Cameroon in the 90'. Almost everywhere in Africa, cities grow slower and get more rural. As a counterpart, the urban phenomenon, people as well as patterns, is sliding to the surrounding country areas, and also to the newly hospitable small towns. Then the old idea of a shanty town continent is getting out of date. The time has come for a new rurality, a go back to farming, a multi-activity, a completely different way of life which could be the one of most town dwellers in the future. Living the town in the country, today's Africans try to fit themselves to harder days.

**Keywords**: Tropical Africa, Congo-Kinshasa (Zaire), Niger, Cameroon, city, town/country links, small town, back to farming, ex-urbanization.